

ALBANIE : NATION, ETHNIE, RELIGION, ÉTAT

Roberto MOROZZO

*Historien. Professeur à la Troisième Université de Rome.
Directeur du Département de Philosophie, Communication
et Spectacle
Membre de la Commission Théologique Internationale
entre Catholiques et Orthodoxes*

L'article de Roberto Morozzo dégage l'originalité du cas albanais dans la dynamique complexe de l'émergence d'un sentiment national d'appartenance, au sein d'une société tiraillée par les crispations identitaires communautaires mais qui demeurent relativement modulées par des pulsions d'ethnisme. La leçon qu'on retiendra c'est que le mode historique d'émergence de la nation et de l'État-Nation, selon le schéma occidental, est loin de constituer un modèle universel – NDLR.

Le Document d'Abu Dhabi sur la Fraternité¹, signé conjointement par le pape François et le leader musulman Cheikh Ahmad al-Tayyib, grand imam de l'Université Al-Azhar du Caire, est un pacte de résistance contre la barbarie, appelant en faveur de la coexistence entre les peuples. Il exprime, en particulier, le refus de tout fondamentalisme et extrémisme religieux et voit dans les religions des facteurs de paix et de coexistence dans la tolérance. Il proclame également son attachement à l'État de droit qui met en jeu de précieux outils permettant le vivre-ensemble, parmi lesquels la citoyenneté et toutes ses normes connexes de civilisation. Je voudrais m'attarder sur une lecture du document d'Abu Dhabi à travers la situation en Albanie. Quels contextes et quelles sensibilités sont-ils affectés ? Quelles questions pose-t-il aux communautés religieuses, au droit public ainsi qu'aux diverses idéologies qui se déploient dans l'espace albanais ?

D'UN RECENSEMENT À L'AUTRE

Les Balkans représentent une sphère culturelle qui a une longue histoire derrière elle. Au XX^e siècle, et je dirais presque jusqu'à ce jour, les différentes communautés religieuses albanaïses sont restées plus ou moins stables dans leur composition. Je fais référence aux

¹ Il s'agit du « Document sur la fraternité humaine, pour la paix mondiale et la coexistence commune » signé à Abu-Dhabi le 4 février 2019 par le Pape François de Rome et le Grand Imam d'Al-Azhar Cheikh Ahmad Al-Tayyib.

communautés religieuses de l'Albanie en tant qu'État, et non au monde albanais plus large des Balkans qui comprend les Albanais du Kosovo, ceux de la Macédoine du Nord, du Monténégro et du nord-ouest de la Grèce auxquels vient s'ajouter, depuis 1990, la vaste diaspora de travailleurs et d'ouvriers présents sur les terres grecques.

Recensement de l'État

Au siècle dernier, les pourcentages confessionnels fournis par l'État d'Albanie se présentaient ainsi :

- 70 % de musulmans répartis entre une majorité sunnite (plus de 50 % de la population) et une minorité d'adeptes du mouvement Bektashi² avec des groupes chiïtes, des derviches et d'autres branches similaires de l'islam mystique totalisant entre 15 et 20 % de l'ensemble des musulmans
- 20 % de chrétiens orthodoxes
- 10 % de chrétiens catholiques
- Très peu de juifs.

Ces pourcentages, globalement acceptés par tous, se retrouvent dans le dernier recensement confessionnel réalisé par le gouvernement albanais du roi Zog en 1937, puis, avec de légères variations, dans la seule enquête menée sur ce sujet par le gouvernement communiste en 1945.

² Le Bektashisme (en turc : *Bektaşilik* ; en albanais : *Bektashizmi*) est un ordre religieux ésotérique (batinite), issu de la mouvance soufie de l'islam à l'origine même de nombreux autres ordres batinites. Ses adeptes montrent un intérêt particulier pour l'Imam 'Alī ibn Abī Tālib. Beaucoup de ses rites sont spécifiques au bektashisme. Hajji Bektas Veli, saint homme et mystique philosophe de l'alévisme, est le fondateur éponyme de la confrérie des Bektashis qui joua un rôle primordial dans l'islamisation de l'Anatolie et des Balkans. Selon l'UNESCO, l'islam alevi bektashi, avec les apports de Haci Bektas Veli (1209-1271), fait preuve d'une modernité précoce : avec les mots du XIII^e siècle, Hajji Bektas Veli véhicule des idées qui, huit siècles plus tard, coïncident avec la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Le semah, cérémonie religieuse des alevi bektashi, est classé au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO. (cf. « Les Bektasi Alévis », sur www.istanbulguide.net consulté le 2 août 2020) – NDLR.

Recensement de 2011

Durant toute la période de la dictature d'Enver Hodja ou Hoxha (1908-1985) on note un long silence statistique qui sera rompu après la chute du régime et la reprise démocratique. En 2011, un nouveau recensement comptabilise les affiliations religieuses, non sans contestations. On note les résultats suivants :

- Islam sunnite : 57,12 %
- Bektashis : 2,52 %
- Chrétiens catholiques : 10,11 %
- Chrétiens orthodoxes : 6,8 %
- Protestants évangéliques : 0,11 %
- Athées : 2,52 %
- Refusent de répondre : 14 %.

Recensements confessionnels ?

Ce sont là des chiffres surprenants, notamment la baisse du nombre des orthodoxes et des bektashi. Il est vrai toutefois qu'on assiste, [*depuis la fin de l'ère communiste* – NDLR], à un grand mouvement d'émigration vers la Grèce, à partir du Sud de l'Albanie, traditionnellement orthodoxe. Mais l'émigration affecte massivement toute l'Albanie. Le pays comptait 3,3 millions d'habitants à la chute du régime communiste en 1990 alors qu'aujourd'hui, selon diverses estimations, il compterait entre 2 et 2,5 millions d'habitants. Une grande partie de la population a donc émigré. Les montagnes ainsi que les campagnes se sont dépeuplées, suite à une véritable hémorragie démographique irrécupérable. La ville de Tirana a au contraire énormément grandi. L'Albanie d'aujourd'hui est essentiellement concentrée à Tirana et ses environs jusqu'à la côte maritime, ou pour le dire plus simplement l'axe Tirana-Durres.

Il est possible que le chiffre très faible des chrétiens orthodoxes, dans les résultats du recensement, s'explique par l'hostilité politique du gouvernement. En 2011, le pouvoir était détenu par le Parti Démocrate, expression électorale de la population du centre et du nord du pays où se concentrent les musulmans et les catholiques. De manière schématique, on peut dire que, depuis 1990, il y a eu une alternance périodique entre démocrates et socialistes en Albanie. Les premiers sont quelque peu hostiles à la Grèce, ainsi qu'à la minorité grecque d'Albanie et à l'Église orthodoxe albanaise perçue comme pro-hellène sinon hellénique tout court. Quant aux socialistes, ils sont plus partisans de relations amicales avec la Grèce et avec l'Église orthodoxe. Les

difficultés de l'archevêque Anastasios Yannoulatos, Primat orthodoxe d'origine grecque, sont bien connues avec les gouvernements dirigés par le Parti démocrate. Au contraire, ses relations semblent plus aisées avec les gouvernements socialistes, même si ce n'est qu'à 88 ans en 2017, qu'Anastasios a pu obtenir la citoyenneté albanaise.

Selon une enquête IPSOS de 2011, 83,3 % des Albanais partageaient l'affirmation selon laquelle l'Albanie était un symbole de tolérance religieuse. Cependant, la moitié d'entre eux, surtout du centre et du nord où les orthodoxes sont peu nombreux, ont jugé « inacceptable » qu'un Grec soit aux commandes de l'Église orthodoxe autocéphale d'Albanie (*Kisha Ortodokse Autoqefale e Shqipërisë*). Seul un petit pourcentage de 16,6 % estimaient que ceci pouvait être « acceptable ». L'universalisme chrétien et le prestige international de l'évêque Anastasios importaient peu, de même que son dévouement à l'Albanie vu une présence ininterrompue depuis 1992, sans oublier sa capacité à réorganiser l'Église orthodoxe albanaise sur une base purement nationale, et à la doter d'une identité forte. La formation rigoureuse ainsi que la qualité de la vie spirituelle, dont ont bénéficié les cadres ecclésiastiques sont l'œuvre personnelle d'Anastasios, et ce en l'absence de bases de référence et de traditions sur lesquelles se greffer.

Il en est de même des Bektashi, le plus grand groupe musulman « hétérodoxe », enracinés au centre et au sud et non au nord. Ils ont toujours entretenu de bonnes relations de proximité avec les socialistes, de même que par le passé ils avaient noué de fortes sympathies avec les groupes partisans de la résistance et du communisme. Ceci constitue autant de traits qui ne les ont pas rapprochés du gouvernement albanaise au pouvoir en 2011, ce qui pourrait expliquer leurs chiffres décevants dans le recensement de l'époque qui a plus favorisé la frange du peuple albanaise confessant la foi coranique, plus précisément les sunnites.

Les recensements confessionnels sont rarement neutres et indolores, encore moins dans des contextes où religion et politique, ou religion et nation, s'entremêlent et s'instrumentalisent mutuellement. D'autre part, il existe des enquêtes statistiques parallèles. L'enquête IPSOS susmentionnée de 2011 – la même année que le recensement de l'État – a donné des pourcentages d'appartenance confessionnelle différents :

- Islam (sunnite) : 61,7 %
- Chrétiens orthodoxes : 17,3 %

- Bektashis : 7,7 %
- Chrétiens catholiques : 5,7 %
- Athées et agnostiques : 3,8 %
- Témoins de Jéhovah : 0,5 %
- Protestants divers : 0,2 % etc.

La faiblesse du nombre de catholiques est surprenante mais leur engagement, leur ferveur religieuse, leurs nombreuses initiatives ainsi que les nombreux baptêmes sont admirables. Dans l'ensemble, cependant, les chiffres IPSOS semblent plus crédibles.

Reconstitution des communautés après 1990

En fait, les principales communautés religieuses albanaises se sont réorganisées avec des appuis extérieurs qui les ont soutenues et les ont aidées à se reconstituer. Ainsi, la communauté musulmane sunnite a bénéficié de l'appui de divers pays islamiques, jusqu'à se placer sous l'ombre protectrice de la Turquie d'Erdogan. La communauté orthodoxe a bénéficié du soutien du vaste monde chrétien orthodoxe surtout grec. Quant à la communauté catholique, elle a pu se reconstituer grâce à sa communion avec Rome qui lui a permis de pouvoir bénéficier de l'aide de divers pays catholiques, tant en ressources humaines que matérielles. Seuls les Bektashis font exception. Depuis leur exil par Atatürk en 1929, leur siège mondial est installé en Albanie, pays de résidence d'une grande partie de leurs partisans. La reconstitution institutionnelle de leur communauté, après le régime athée d'Enver Hodja s'avère beaucoup plus ardue mais elle existe

Il n'y a pas, à proprement parler, de fondamentalisme religieux en Albanie. Dans le voisinage des centres wahabites, souvent financés par les Saoudiens, on peut voir des femmes voilées, mais ce sont là des phénomènes marginaux. Porter le voile est parfois une question alimentaire dans la mesure où cela facilite l'obtention de subsides. Les adhésions à l'État Islamique (Daesh) de quelques centaines d'Albanais – ce qui n'est pas négligeable – qui sont partis se battre pour le califat islamique s'expliquent par le salaire initialement offert, à savoir 7 000 dollars par mois. Une telle somme est un véritable pactole pour des personnes sans moyens de subsistance.

LA NATION ALBANAISE

Dans l'ensemble, l'Albanie est un pays laïc, conformément à une tradition en la matière qui remonte à la *Rilindja*, c'est-à-dire la Renaissance albanaise du XIX^e siècle qui voit se répandre l'idée que la vraie religion des Albanais est l'albanité (selon le poète Vaso Pacha). Il est courant d'observer que, dans le monde balkanique religion et nation forment un couple inséparable, l'Albanie ne fait pas exception à cette règle mais se distingue par le fait qu'elle a au moins quatre confessions religieuses populaires. C'est peut-être cette absence de religion dominante qui pourrait être la cause de la légitimité de l'idée d'albanité comme lien sacré national entre tous les citoyens qu'il est impossible d'unir par le même lien religieux ou confessionnel. De là découle un autre trait commun : en Albanie, la nation l'emporte sur la religion et l'appartenance nationale l'emporte sur la confession, de sorte que les Albanais jugeraient secondaire de faire la distinction entre musulmans et chrétiens. À certains égards, ceci est vrai : les Albanais semblent être d'abord des Albanais, et ensuite seulement des musulmans ou des chrétiens. Cela ne veut pas dire que la croyance religieuse est secondaire, contrairement à ce qui a souvent été dit. Une Mère Teresa est albanaise, de même qu'étaient Albanais de nombreux hommes de religion qui ont héroïquement souffert le martyre *in odium fidei* durant la persécution communiste sans renoncer à leur foi, quelle qu'elle soit. Par ailleurs, la discussion sur le prétendu manque de religiosité des Albanais, avancé par les personnages les plus divers, de Byron à Kadaré, de Vaso Pacha à Enver Hodja, est dépourvue de sens tant la spiritualité intérieure religieuse demeure scientifiquement, d'abord pour l'individu et a fortiori pour un peuple.

Primauté de l'identité nationale

Ce qui est certain, c'est que les Albanais ont toujours vécu ensemble pacifiquement sans affrontements graves malgré leur appartenance à des communautés religieuses différentes. En Albanie, les différences de religion n'ont jamais conduit à des conflits religieux, à la rupture de la coexistence, ni même à l'exclusivisme confessionnel des mariages, même si ceci se maintient dans certaines familles traditionnelles. D'un autre côté, il est vrai que la religion est toujours mêlée aux cultures et aux idéologies répandues chez un peuple. La nation, l'ethnie, la langue, l'albanité, demeurent des notions fortes qui font vibrer les cœurs albanais. Parmi les jours fériés, en Albanie, la plus grande popularité

ne va pas aux célébrations religieuses mais à celles de la nation : les 28 et 29 novembre, jours d'indépendance et de libération bénéficient de l'adhésion des préférences de plus des deux tiers de la population. Le réveillon du Nouvel An approche les 10 %. La fête du Bayram³, considérée comme le festival religieux le plus important, rassemble à lui seul un peu plus de 6 % de la population. Loin derrière, après d'autres célébrations laïques, arrivent Pâques (1,1 %) et Noël (0,8 %).

Presque tous les Albanais sont fiers d'arborer l'aigle noir sur fond rouge de leur drapeau et d'entonner l'hymne national : ce sont là des symboles sacrés. Mère Teresa est admirée par la plupart. Mais cette admiration trouve sa motivation dans le fait que Mère Teresa est considérée d'abord comme représentative des vertus albanaises que ensuite comme religieuse catholique. En résumé, les religions ne sont pas un élément de division pour les Albanais, comme certains nationalistes l'ont soutenu dans le passé. Aujourd'hui, presque aucun Albanais ne le pense. Les lignes de division sont attribuées à la politique et à l'économie. Mais c'est parce que, dans l'imaginaire collectif, l'Albanie est déconnectée des données confessionnelles, elle n'est ni islamique ni chrétienne. Dans le même temps, la religion fait partie de la vie de l'identité personnelle et familiale, en tant qu'aspect de la tradition, sans intégrisme et sans avilissement (à l'égard de l'autre – NDLR).

Nation et État

Un autre aspect porte sur l'État de droit et la citoyenneté. Avant l'ère des nations, les Albanais étaient plutôt anarchistes, ils n'avaient aucun sens de l'État. La famille et le clan comptaient surtout pour eux, puis la terre sur laquelle ils vivaient. À l'ère des nations – qui pour les terres albanaises débuta au milieu du XIX^e siècle, lorsque la protection de l'Empire ottoman a commencé à faiblir – les Albanais sont demeurés principalement attachés à la famille alors que l'attachement au clan déclinait de plus en plus. C'est ainsi qu'une affection viscérale s'est précisément forgée à l'égard de la nation ce qui nourrit le nationalisme. Les gens finissent par s'habituer à l'existence de l'État, une sorte d'inconnu d'abord, depuis l'indépendance de 1912. Cet État, en Albanie, n'assume jamais pleinement les connotations de l'État de droit occidental. Entre Nation, Famille et État c'est cette dernière entité

³ Le Kurban Bayram ou Fête du Sacrifice est la plus grande fête des musulmans, celle de l'Adha – NDLR.

qui parle le moins au cœur des Albanais. J'essaye d'expliquer cela par rapport à l'actualité.

Les Albanais sont des gens de forte tradition humaniste non pas au sens littéraire (ou culturel) mais dans le sens où ils sont sociables, polis, gentils, aimables, liés à la tradition, tolérants. Ils vivent et laissent vivre, ils sont curieux de tout comme un certain monde méridional et méditerranéen peut l'être. Or, les images qui, des années 90 à aujourd'hui, nous sont parvenues périodiquement de la politique et de la vie publique albanaïses semblent témoigner du contraire. Même en dehors de la crise tumultueuse de 1996-1997, ce sont des images d'oppositions exaspérées qui mobilisent de grandes manifestations dans la rue contre les gouvernements au milieu de gaz lacrymogènes, de coups, d'arrestations, avec alternance des parties en conflit en fonction de l'une ou l'autre législature. L'accusation portée est toujours la même : la corruption. Actuellement c'est au tour de l'opposition au gouvernement socialiste. Le scénario semble se répéter bien que les rôles soient inversés à chaque fois. Comment concilier la violence de la rue et la violence verbale de la politique albanaïse avec la gentillesse et la courtoisie légendaires dont les Albanais font preuve ? Est-il possible qu'ils soient si incohérents ? Je dirais que la nature albanaïse authentique est celle qui se déploie dans la vie privée. La vie publique c'est autre chose. Les Albanais, a-t-on dit, n'ont pas de culture d'État. Pour eux, l'État n'est pas le garant du bien commun mais une structure à utiliser à des fins particulières. L'Albanie, malgré la vitrine que constitue Tirana, demeure un pays pauvre sans économie de production. Dans le pays, il n'y a pas de structures industrielles, les transferts de fonds de l'étranger permettent de vivre. Personne n'a un avenir économique garanti pour lui-même et pour sa famille. L'émigration semble être l'issue, non par manque d'amour pour le pays, considéré comme l'un des plus beaux du monde, mais pour des raisons économiques (auxquelles s'ajoute parfois une désillusion politique). La majorité des Albanais n'hésitent pas à se dire qu'ils sont prêts à émigrer si de bonnes chances de succès à l'étranger se présentent à eux. Même les personnes âgées, si elles le peuvent, partent. Les jeunes affluent vers des cours de formation professionnelle espérant que leur valeur puisse être équivalente à ceux de Suisse ou d'Allemagne. Les étudiants de Tirana, ceux des manifestations de l'hiver dernier⁴, ne sont pas les enfants de l'élite aisée qui étudient dans les capitales européennes. Les étudiants de Tirana

vivent dans des conditions précaires ; ils doivent demander des prêts pour se nourrir, vivre dans des logements effrayants, entre humidité et souris, se battre durement pour bénéficier de conditions matérielles qui leur permettent d'étudier.

L'État comme outil de bien-être

L'État, issu d'une population qui doit joindre les deux bouts chaque jour, est vu comme le seul outil pour améliorer les conditions matérielles des gens. Nous sommes loin d'une société bourgeoise libérale, engendrée par la prospérité et le partage de règles communes. Le pouvoir sert à manger, à assurer un avenir aux enfants. Dans l'espace public, les Albanais ne croient pas aux théories constitutionnelles, aux rapports de force, à la modernité politique. Ainsi, les mêmes Albanais qui sont affables et amicaux en privé, deviennent intolérants et violents dans l'espace public et ce, par nécessité. L'espace public est l'endroit où on peut partager les quelques ressources existantes. Malheur à celui qui ne parvient pas à se battre.

Citoyenneté, nationalisme et ethnicisme

La question de la citoyenneté, à ce stade, n'est pas définitivement réglée. D'abord, parce que les minorités en Albanie ne sont pas très consistantes et que, par ailleurs, c'est l'État de droit lui-même qui est en cause. Bien sûr, des progrès ont été réalisés, grâce à l'Europe notamment. Il y a vingt ans, les passeports portaient la double spécification : citoyenneté et nationalité. Il y avait des citoyens albanais avec un passeport sur lequel la nationalité était indiquée comme une autre par l'Albanais. L'Europe voulait que ce double statut soit abrogé. Désormais, citoyenneté et nationalité coïncident. Mais le vrai problème est de savoir quoi faire avec de telles avancées juridiques si l'État n'existe que de manière formelle et qu'en réalité il appartient à qui gagne de temps à autre des élections et non à tout le monde.

Dans ces courtes notes, la question de l'identité et du nationalisme revient. Les Albanais sont très patriotes. Ethniquement marqués dans leur mentalité et leur comportement, ils érigent leur albanité en valeur première. Pour un observateur extérieur, affronter, critiquer, juger ce nationalisme et cet ethnicisme ne doivent pas constituer une priorité. De tels phénomènes sont, en un certain sens, irrépressibles dans la phase historique actuelle du monde albanais. Lorsqu'un occidental sensé juge le nationalisme des peuples de l'Europe balkanique comme primitif, il

ferait mieux de reconsidérer les difficultés de naissance et d'existence des nations dans cette moitié du continent. Nous reprenons l'opinion de Claude Hagège⁵ qui note avec justesse qu'il ne s'agit pas là de passions tribales ou de délire identitaire. L'histoire n'a pas permis aux peuples d'Europe centrale et orientale de vivre leur destin national au même titre que d'autres peuples. C'est sans doute quand ces nations auront assouvi leur désir d'être elles-mêmes qu'elles pourraient trouver un sens dans une aspiration supranationale. Le modèle occidental restera inopérant à cause des décalages chronologiques.

Il s'agit de considérer le nationalisme albanais non comme une déviation scandaleuse par rapport au politiquement correct occidental, mais comme un phénomène identitaire. L'homme occidental a tendance à se mondialiser et à se subjectiver, annulant les identités collectives. Le christianisme et l'humanisme, par contre, tiennent compte des traditions, des civilisations et des identités. Le nationalisme et l'ethnisme albanais ne semblent pas plus éloignés du christianisme et de l'humanisme que l'individualisme et le consumérisme occidentaux. Si nous ne voulons pas d'un monde uniforme, avec un encéphalogramme plat dépourvu d'ondulations qui sont source de vie, de dialectique et de passion, alors il y a encore de la place pour les Albanais.

Traduit de l'italien par Antoine Courban

⁵ Cf. Claude Hagège, *Le souffle de la langue. Voies et destins des parlers d'Europe*, 2000, Paris, Odile Jacob, p. 266. Nous reproduisons la traduction italienne de l'auteur : « Si sente spesso dire che non si tratta che di passioni tribali e di delirio identitario. È misconoscere una semplice verità : a numerosi popoli dell'Europa centrale e orientale la storia non ha permesso di vivere il loro destino nazionale come lo ha permesso ai popoli dell'Occidente. Soltanto quando le nazioni dei paesi dell'Est avranno nutrito sino a sazietà il loro desiderio di essere se stesse, un'aspirazione sovranazionale potrà, forse, avere un senso per esse. Senza questo preliminare, la sete nazionalista non soddisfatta può solo diventare più acuta, e il modello occidentale resterà inoperante, per i *décalages* della cronologia ».